

LA VIE ESTUDIANTINE ET LA NOUVELLE REFORME DE L'ENSEIGNEMENT SUPERIEUR LMD

Résumé

La massification des études du secondaire et du supérieur, les transformations de l'organisation du travail et la généralisation du système productif à l'ensemble de la société, ont assigné à l'université une nouvelle place et de nouvelles fonctions, en plus de ses fonctions académiques classiques. Ces nouveaux rôles, courent le risque de réduire l'ensemble du système éducatif supérieur à une simple offre de prestations intellectuelles monnayables et standardisées, et faire de l'éducation une marchandise.

Comment réformer l'université actuelle pour en faire une université publique performante au service du bien-être de la majorité de la population ?

La nouvelle réforme de l'enseignement supérieur vient au point au moment où l'université algérienne ne peut plus répondre à une demande exponentielle additionnelle, qui rend de plus en plus les conditions d'accueil et de gestion des flux assez délicate.

Les lobbies économiques dictent aujourd'hui leur politique pédagogique, dans une attitude dirigée vers la rentabilité et le profit, ce qui ruine l'enseignement de son projet pédagogique. Dans ce nouveau contexte, quel est la place accordé à l'étudiant pour qu'il puisse à la fin de son cursus créer, communiquer, et critiquer ; bref devenir un citoyen actif et engagé pour sa communauté ?

**Dr. BENABASS
KAGHOUCHE Samia**
Département d'Architecture
Université Mentouri
Constantine (Algérie)

ملخص

يرتبط الإبداع الأدبي في فترة الاستعمار الفرنسي بالجزائر بالمسعى الاجتماعي والسياسي للمستعمر المتسلط. تعد رواية أحمد بن مصطفى قومي للمؤلف محمد بن شريف أول رواية أهلية باللغة الفرنسية نشرت في عهد الاستعمار سنة 1920 ، والتي توصف أساليب البحث عن وساطة سياسية من طرف نخب الأهالي. وترافق هذه الوساطة السياسية الحملة الاستعمارية، فهي لن تنفصل عنها ولا تقترح خطابا نقديا. إن التأليف ما بعد الاحتلال كما هو الحال بالنسبة لـجن شريف- يتجاوز الزمن التاريخي للاستعمار.

Plan de travail

Introduction

1. Temps et Réflexion : une optique estudiantine
2. Aspects liés aux œuvres universitaires
3. L'accompagnement des étudiants
4. Pour un « Observatoire de la vie universitaire »
5. En guise de conclusion,
 - « La déclaration de Bologne : une impasse pour les étudiants ! »
 - Quelques questions pour un débat scientifique.

Introduction

Il y'a une profonde mutation dans le monde universitaire en général, qui est resté pendant très longtemps un univers relativement isolé, tant de la société qu'au plan international, avec des

financements assurés et des statuts protégés par le respect de leur autonomie.

L'université à travers le monde entier a connu de profonds bouleversements. La massification des études du secondaire et du supérieur, les transformations de l'organisation du travail et la généralisation du système productif à l'ensemble de la société, ont assigné à l'université une nouvelle place et de nouvelles fonctions (en plus de ses fonctions académiques classiques).

Ces nouveaux rôles, courent le risque d'être utilisés par les partisans du néolibéralisme, pour réduire l'ensemble du système éducatif supérieur à une simple offre de prestations intellectuelles monnayables et standardisées, et faire de l'éducation une marchandise.

L'Algérie fait partie des rares pays du Sud qui possèdent une université nationale riche d'un potentiel humain et matériel, mais sera-t-elle capable de jouer un jour son rôle stratégique dans la construction d'une économie forte et prospère au service du bien-être du peuple, comme l'ont fait les universités chinoise, et indienne ?

Et comment réformer l'université actuelle pour en faire une université publique performante au service du bien-être de la majorité de la population ?

La nouvelle réforme de l'enseignement supérieur place l'enseigné au centre des préoccupations de la gouvernance universitaire.

Un tel changement, ou volonté de changer pour aller vers une approche qualitative a été certes inspiré du modèle européen, pour ne pas dire calquer de ce dernier, dans une conjoncture économique particulière. Mais vient au point également au moment où l'université algérienne ne peut plus répondre à une demande exponentielle additionnelle, qui rend de plus en plus les conditions d'accueil et de gestion des flux assez délicate.

1. Temps et Réflexion : une optique estudiantine ¹

Ce discours, intitulé « Temps et Réflexion : une optique estudiantine » en tant qu'exercice ardu de rhétorique, a été suggéré par Blaise Dupuis, en voyant qu'à l'heure de la globalisation des études, l'enseignement supérieur vit des moments difficiles, marqués par la croissance de la population d'étudiants, l'accroissement de leur coût unitaire, et la difficulté à adapter les contenus des cours aux impératifs socio-économiques.

Face à ces changements sans précédents, on peut se poser plusieurs questions : faut-il se replier sur une attitude conservatrice où domine la bureaucratie publique et l'inertie des services démultipliés ? Faut-il adopter une logique ultralibérale où les universités seraient en concurrence, le savoir un produit et les étudiants des clients ?

Ou alors, faut-il prendre le temps d'élaborer des alternatives entre étudiants, professeurs et société civile, où chacun participerait selon ses moyens à l'édification d'une Université libre et conviviale ?

Pour lui, il vaut mieux prendre du temps et réfléchir, en terme d'« autogestion institutionnelle » pour évoquer cette manière de fonctionner ensemble au quotidien.

Michel Foucault pour sa part, a écrit à ce sujet qu'« il est des moments dans la vie où la question de savoir si on peut penser autrement qu'on ne pense et percevoir autrement qu'on ne voit est indispensable pour continuer à regarder ou à réfléchir ». Une réflexion globale, désintéressée et critique, demande du temps. Le temps nous le construisons tous ensemble, et actuellement, l'urgence domine.

Par ailleurs, tout le monde s'accorde à dire que l'université doit être en accord avec les impératifs socio-économiques. Mais le fait est que les lobbies économiques dictent aujourd'hui leur politique pédagogique.

Or, toute attitude dirigée vers la rentabilité et le profit, ruine l'enseignement de son projet pédagogique. Les relations entre l'avenir de l'Université et celui de la société sont si étroites que l'on ne peut pas prétendre prendre des décisions importantes dans l'urgence de la spéculation et la dépendance économique : le savoir, et surtout la qualité du savoir, pourrait être grandement menacé.

Les conditions nécessaires pour un travail universitaire digne de ce nom sont, par la qualité de l'enseignement, la pertinence des recherches, la connaissance et le débat des problématiques sociales, professionnelles et politiques, ainsi que l'ouverture aux autres langues, pour que l'étudiant puisse à la fin de son cursus créer, communiquer, et critiquer ; bref devenir un citoyen actif et engagé pour sa communauté. Ces objectifs pédagogiques ne sont cependant pas toujours atteints.

2. Aspects liés aux œuvres universitaires

Les efforts menés dans le monde occidental et qui se rapportent à ce domaine, sont surtout en direction d'améliorer l'assistance financière à l'accès universitaire, cela signifie que de plus en plus d'étudiants viennent de familles pauvres et en consultant le résultat des enquêtes, menées dans différentes études, on s'aperçoit qu'il y a beaucoup d'étudiants qui ne pourraient pas poursuivre leurs études sans bourse.

¹ Blaise Dupuis

Pour le cas du Japon, à titre d'exemple, il y a deux types de bourses : il y a les bourses avec intérêts et sans intérêts, des prêts avec et sans intérêts. 250 milliards de yens sont fournis, soit 1,8 milliard d'euros de prêts sans intérêts à 440 000 personnes et 400 milliards de yens (2,9 milliards d'euros) en prêts bonifiés à 530 000 personnes.

Dans les deux cas, 20 % environ des étudiants universitaires dépendent de ces bourses et cela passe à 40 % en post-graduation.

Maintenant, Il n'y a plus de bourses publiques sous forme de dons pour les étudiants japonais.

Il y'a cependant une autre formule de prêts de bourses qui peut éventuellement se faire, dont les remboursements se font plus tard, vingt ans après l'obtention de diplômes.

Ce qui met l'Algérie dans une situation d'incomparabilité par rapport à son système socialiste et généreux. Peut-il rester dans cette situation pour longtemps ?

A ce titre, nous ne disposons pas de données statistiques précises sur les budgets alloués par l'Etat pour la prise en charge des œuvres universitaires, et l'octroi des bourses, mais malgré la situation critique des résidences due essentiellement à leur massification, les efforts de l'Etat en la matière sont louables, reste à poser les questions liées à leur bonne gouvernance...

Les réformes envisagées dans le LMD, n'ont pas connu de conséquences sur la vie estudiantine de façon palpable et quantifiable, seulement, en regardant de près la nouvelle image qu'on veut donner à l'étudiant, on saura prospecter les mesures d'accompagnement qui doivent être réservés à ce dernier.

Les études supérieures constituent un moment privilégié d'ouverture sur le monde et sur les autres.

L'acquisition de savoirs et de méthodes, la culture, le sport et l'engagement associatif contribuent fortement à l'épanouissement de la personnalité.

Participer à des activités culturelles, pratiquer un sport, animer un foyer d'étudiants, s'investir dans une association, sont autant d'actes de responsabilité et d'implication qui favorisent l'insertion de tous dans la vie universitaire, et le développement de l'autonomie de chacun.

Consciente de l'intérêt que représentent ces activités, l'université Algérienne s'est engagée de façon volontariste dans une politique de soutien aux initiatives et aux associations estudiantines, (la création de clubs scientifiques universitaires, et différentes associations).

Ses missions principales sont de contribuer à l'amélioration de la vie sur le campus et, avec le concours de tous les acteurs de la communauté universitaire, de dynamiser la vie associative et citoyenne.

Encore une fois, de tels acquis ne sont pas le propre du nouveau système. Seulement, cette réforme à l'avantage d'offrir à l'étudiant plus de « temps libre », qui - théoriquement - doit être utilisé pour participer individuellement à consolider sa propre formation dans le temps de l'économie de la connaissance, par des travaux de recherche, par des stages pratiques, et par un temps de cumul de la connaissance dans des cyberspaces, à charge pour ses enseignants de lui apprendre à la convertir en savoir.

Ce que nous reprochons à la vie estudiantine actuelle, et en dehors de la vogue partisane, c'est que leur vie est caractérisée par une carence certaine dans le mode de communiquer.

Il n'y a pas suffisamment de médiatisation de leur vie estudiantine, il n'y a pas de tribune virtuelle pour accueillir les doléances des enseignés, ni de brochures, qui rendent compte de la diversité de leurs actions associatives dans l'université, pour permettre de repérer les lieux où elle s'exerce, de s'informer sur les modes de financement de leurs projets individuels ou collectifs, et de pouvoir suivre leur projet social et collégial s'il existe.

3. L'accompagnement des étudiants

Il est clair que la vision du monde de l'université diffère d'un étudiant à l'autre. Très certainement cela n'est-il pas étranger au domaine d'études (plus ou moins austère, autarcique), à la situation géographique (isolement de ses proches, mentalités, etc.), à sa capacité à gérer la pression, à de fâcheux concours de circonstances.

A l'université l'étudiant doit s'organiser seul et souvent pour la première année, ils sont un peu perdus, trop de libertés leur est offerte comparativement au système d'enseignement du lycée. Avec les cours magistraux la prise de notes n'est pas acquise, puisqu'elle n'était pas une pratique courante.

La réforme prévoit des libertés supplémentaires, que le système classique n'a pas mis en place, une liberté dans le choix des parcours, dans la traversée de passerelles, dans la constitution de sa propre formation qui peut être singulière et ciblée à la fois.

Pour cela une série de mesures doivent entrer en ligne de compte :

- Comment mettre davantage l'accent sur la qualité de l'accueil et l'information pour les étudiants ?
- Comment accompagner la progression du nombre d'étudiants de plus en plus important, dont les capacités scolaires, et la maturité personnelle ne sont pas suffisantes ?
- Comment manager le tutorat en fonction des flux et des spécificités des questions pédagogiques et sociales posées ?
- Comment assurer un accompagnement plus actif des étudiants par des enseignants tuteurs : nécessité d'un parcours et une spécialisation progressive qui demandent des possibilités régulières de faire le point et se réorienter ?
- En ce qui concerne, la mobilité des étudiants, entre les différentes universités du pays - pour ne traiter que de ce niveau - quels sont les mécanismes mis en place et les flexibilités des systèmes sociaux qu'on peut leur offrir ?
- Sommes-nous en mesure de mobiliser des moyens humains et matériels colossaux; et un développement considérable de la recherche scientifique car les laboratoires doivent accueillir à leur tour, les futurs étudiants des masters pour des stages ?

Il faut signaler que l'université algérienne est loin de posséder tous les moyens et atouts nécessaires à la mise en place du système LMD, à l'image de ce qui est disponible dans les grandes universités européennes.

La réforme en elle-même, avec sa terminologie néolibérale, comme « offre de formation » « parcours de formation, « mobilité », « harmonisation », « professionnalisation », « pôle d'excellence », « validation des acquis de l'expérience », est-elle garante d'une formation de qualité ?

4. Pour un « Observatoire de la vie universitaire² »

Il aura pour mission de mesurer régulièrement le pouls de la vie estudiantine, afin de mieux répondre aux besoins des étudiants. Les recherches entreprises s'effectueront dans le but d'en tirer des propositions d'action, de définir des priorités, et de revoir les modalités des politiques universitaires.

Parmi les domaines qu'un tel observatoire pourra explorer de façon privilégiée, on peut citer :

- Les tendances relatives aux motivations des étudiants. La question du choix de l'université comme lieu de formation, est ce pour la passion pour le domaine étudié.
 - Ou pour une raison liée à leur avenir professionnel. Il y a les "intéressés" qui se définissent par un goût prononcé pour le domaine ou pour une profession;
 - Les étudiants de type "institution", dont la volonté d'accéder à l'Université est orientée par l'idée de la vie universitaire;
 - Celles et ceux qui ont opéré leur choix "par défaut" et pour qui, il s'agit d'une suite logique des études sans trop savoir pourquoi;
 - Et les "ambitieux" chez qui prédomine une optique d'anticipation professionnelle.
- La situation économique et sociale des étudiants (Appartenance géographique, niveau social, etc.)
 - les difficultés de l'apprentissage,
 - les situations d'échec ou de réorientation,
 - l'impact de l'intégration sociale sur les performances académiques,
 - les effets du processus de la réforme,
 - la perception divergente que pourraient avoir les étudiants de la carrière académique en fonction de leur identité sexuée,
 - l'influence de la nouvelle maturité gymnasiale sur les résultats académiques,

² A l'image de ce qui existe dans l'université de Genève ; Presse Information Publications Mars 2008
<http://www.unige.ch/presse/archives/unes/2005/20050328etu.php>

- les relations entre la vie affective et la vie universitaire (dans une société en pleine mutation),
- les projets de carrière et l'intégration professionnelle des étudiants, etc.
- Le type de relation que l'étudiant entretient avec l'Université et ses structures d'accompagnement, avec la faculté et avec le département.

Une bonne connaissance des étudiants est de nos jours indispensable à la mise en œuvre d'une politique d'enseignement raisonnée et à l'élaboration d'un cadre de vie universitaire adapté.

Ceci peut se faire par le biais de cet observatoire qui sera enrichi par des enquêtes sociologiques axées sur les profils d'étudiants qui avaient débuté leur cursus, et sur les étudiants qui sont sur le point d'achever leur formation.

L'observation de la situation des étudiants se fera dans le but de mieux agir par des propositions d'action, et par la définition des priorités en vue de corriger les modalités des politiques universitaires.

En guise de conclusion,

a- « La déclaration de Bologne : une impasse pour les étudiants ! »

Les débats autour des réformes du supérieur en Europe, mettent en exergue une réalité nouvelle, à savoir que sur le plan universel, on assiste aujourd'hui à une économisation de la formation qui détermine déjà aujourd'hui largement le vocabulaire :

On parle d'un "marché de la formation" européen, la formation est louée comme un "bien de marché" et les étudiants sont appelés "clients" et "produits" dans le cadre de "contrats de prestation".

Avec une lecture plus critique, certains voient que la déclaration de Bologne et « un pas supplémentaire dans la direction de l'économisation de la formation ».

La compréhension actuelle de l'autonomie universitaire se rapporte avant tout au management de l'Université d'après des préceptes entrepreneuriaux.

Ceci mène à terme à un financement basé sur un contrat de prestation évalué d'après les seuls critères économiques et ainsi à la mise en danger des libertés d'enseignement et de recherche.

b- Questions pour un débat scientifique autour de la réforme par le LMD:

- Comment assurer un financement public suffisant des universités, compte tenu à la fois des contraintes budgétaires et de la nécessité d'assurer des conditions démocratiques d'accès ?
- Comment rendre les donations privées plus attractives, notamment d'un point de vue fiscal et statutaire ?
- Comment donner aux universités la flexibilité nécessaire pour leur permettre de tirer avantage de l'existence d'un marché des services en pleine expansion ?
- Comment combiner le maintien d'un accès démocratique à l'enseignement supérieur avec une baisse du taux d'échec et d'abandon des études ?
- Comment assurer une meilleure adéquation entre l'offre et la demande des qualifications universitaires sur le marché de l'emploi, par une meilleure orientation ?

- Y a-t- il lieu d'égaliser les durées d'études pour des qualifications identiques?
- Comment peut-on renforcer la transparence des coûts de recherche dans les universités ?
- Comment faciliter la création, par les universités et leurs chercheurs, d'entreprises destinées à exploiter les résultats des recherches qu'ils mènent, et leur permettre de mieux bénéficier des résultats de cette exploitation ?
- Comment encourager les universités et les chercheurs à identifier, gérer et valoriser le potentiel commercial de leurs recherches ?
- Quels sont les obstacles qui freinent actuellement cette mise en valeur, y compris sur le plan législatif et celui du droit de la propriété intellectuelle ?
- Comment peuvent-ils être surmontés, notamment dans des pays où l'université est financée presque exclusivement par des fonds publics ?
- Comment renforcer le consensus autour de la nécessité de promouvoir l'excellence dans les universités, dans des conditions permettant de marier autonomie et efficacité de gestion ?
- Comment encourager les universités à se gérer le plus efficacement possible, en tenant compte à la fois de leurs propres besoins et des attentes légitimes de la société à leur égard ?
- Quelles sont les mesures qui permettraient d'encourager l'interdisciplinarité dans le travail universitaire, et qui devrait les prendre ?
- Comment organiser l'excellence et en assurer la diffusion, en gérant l'impact des mesures prises sur l'ensemble des institutions et des équipes de recherche?

La mobilité académique supra nationale, mais aussi celle entre l'université et l'industrie est la règle. Dans ce contexte, la mobilité virtuelle, fondée sur l'utilisation des TIC, a aussi un rôle important à jouer.

Le rôle joué par les universités comme source d'expertise et catalyseur de partenariats multiples entre acteurs économiques et sociaux, au coeur de réseaux variés, est d'un intérêt tout particulier au niveau régional et local.

Les acquis dans le LMD auront une valeur sur le marché que l'on pourra calculer et échanger ; à juste titre on emploiera la notion de « crédits ».

Ainsi, les étudiants deviennent des clients, et les études une marchandise. La critique risquera bien de n'être plus qu'une simple externalité négative, comme ça se dit dans un jargon économique. Selon Ivan Illich, « L'homme ne se nourrit pas seulement de bien et de services, mais de la liberté de façonner les objets qui l'entourent, de leur donner forme à son goût, de s'en servir avec et pour les autres ».

Donc oeuvrons ensemble en faveur d'une Université conviviale, indépendante et réfléchie, une Université qui pourra être compétitive pour trouver place dans les concerts internationaux.